

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 97-153 APF du 13 août 1977 modifiée portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales à certains personnels de l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 714 CM du 27 avril 2004 modifié portant attribution d'une indemnité de sujétion spéciale aux agents nommés aux fonctions de chef de service par intérim ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 août 2005,

#### Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 714 CM du 27 avril 2004 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

- 1° Le titre de l'arrêté n° 714 CM du 27 avril 2004 susvisé est ainsi rédigé "arrêté n° 714 CM du 27 avril 2004 modifié portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales aux agents nommés aux fonctions de chef de service par intérim et aux agents du CEAPF nommés aux fonctions de chef de service" ;
- 2° L'article 2 de l'arrêté n° 714 CM du 27 avril 2004 susvisé devient l'article 3 ;
- 3° Après l'article 1er de l'arrêté n° 714 CM du 27 avril 2004 susvisé, il est inséré un article 2 ainsi rédigé :

"Art. 2.— Il est attribué aux agents du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (CEAPF) mis à disposition de la Polynésie française et nommés aux fonctions de chef de service, une indemnité de sujétions spéciales.

Les montants de l'indemnité mensuelle de sujétions spéciales susceptible d'être allouée à ces personnes sont fixés par l'autorité compétente, ainsi qu'il suit :

- montant plancher : groupe 3 ;
- montant plafond : groupe 37."

Art. 2.— Le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 août 2005.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Jacqui DROLLET.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du travail, de l'emploi,*  
*de la formation professionnelle*  
*et de la fonction publique,*  
Pierre FREBAULT.

**ARRETE n° 583 CM du 10 août 2005 fixant la liste des établissements hôteliers classés admis au bénéfice du régime d'exonération de droits et taxes institué par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992, modifiée et prorogée par la délibération n° 2005-19 APF du 13 janvier 2005 et le plafond annuel d'exonération applicable à chaque établissement.**

NOR : ST00501638AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du tourisme et des transports aériens, chargé de la communication et de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement, et du ministre de l'économie et des finances,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005, portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992, modifiée par délibération n° 92-99 AT du 1er juin 1992 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1992 ;

Vu la délibération n° 2005-19 APF du 13 janvier 2005 prorogeant le régime fiscal temporaire d'exonération des droits et taxes à l'importation applicable aux établissements hôteliers classés ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 10 août 2005,

#### Arrête :

Article 1er.— La liste des établissements hôteliers classés admis au bénéfice du régime d'exonération de droits et taxes institué par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée et le plafond annuel d'exonération applicable à chaque établissement sont fixés comme suit :

<i>Hôtels</i>	<i>Plafond d'exonération</i>
<i>Ile de Tahiti</i>	
Intercontinental Beachcomber Resort	39 450 000 F CFP
Sofitel Maeva Beach	33 600 000 F CFP
Hôtel Royal Tahitien	6 000 000 F CFP
Hôtel Le Mandarin	5 550 000 F CFP
Hôtel Tiare Tahiti	5 700 000 F CFP
Hôtel Méridien	22 500 000 F CFP
Sheraton Hôtel Tahiti	30 000 000 F CFP
Hôtel Kon Tiki Pacific	5 400 000 F CFP
Hôtel Prince-Hinoui	9 750 000 F CFP
Lafayette Beach Resort & Spa	24 750 000 F CFP
<i>Ile de Moorea</i>	
Intercontinental Moorea Beachcomber	21 450 000 F CFP
Hôtel Sofitel Ia Ora	16 500 000 F CFP
Hôtel Hibiscus	5 850 000 F CFP
Hôtel Les Tipaniers	4 650 000 F CFP
Moorea Lagoon Resort	14 400 000 F CFP
Moorea Pearl Resort	14 250 000 F CFP
Club Bali Hai Moorea	6 600 000 F CFP